

**Le sénateur Hays:** Les deux paliers de gouvernement sont confrontés à un problème très grave, et je ne sais pas ce qui en résultera. On me dit qu'à ce stade, les deux paliers de gouvernement s'affrontent en se refusant à toute concession. La TPS exige des paiements et les gouvernements provinciaux refusent de payer. Les personnes qui sont chargées du paiement de la taxe vont se trouver dans une situation impossible. Je ne sais pas comment on va résoudre ce problème, si cette taxe fâcheuse entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier. Il faudra trouver une solution, parce que cela laisse dans une situation impossible les personnes entre les deux paliers de gouvernement qui sont obligées de percevoir et de payer la taxe, si quelqu'un refuse de la verser.

Dans l'exemple que j'ai cité précédemment, un collègue a expliqué ce soir qu'un accord entre les deux paliers de gouvernement résoudrait la situation, et il a ajouté que la loi n'offrirait aucune solution, qu'il fallait conclure un accord. C'est le gouvernement, je crois, qui a dit qu'il ne le faisait pas de façon permanente, mais pour certaines périodes de temps seulement. C'est une bonne question à propos d'un problème très difficile, et à ce stade il n'y a aucune solution à l'horizon.

**Le sénateur Austin:** En l'absence du sénateur Kelly, le parrain du projet de loi, le sénateur Murray pourrait-il nous aider avant la fin du débat sur cet amendement en nous disant quelles mesures le gouvernement a prises avec les provinces ou ce que celui-ci considère comme nécessaire pour remédier à la lacune dans l'application de la TPS qui vient d'être discutée par le sénateur Hays?

**L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales)):** Honorables sénateurs, je vais obtenir tous les renseignements possibles sur cette question.

**L'honorable Paul Lucier:** Honorables sénateurs, je voudrais parler ce soir de cet amendement qui pourrait soustraire le mazout domestique et l'électricité aux ravages de la TPS.

Honorables sénateurs, la TPS est manifestement considérée comme une des taxes les plus régressives et les plus injustes qu'on puisse imaginer. Normalement, une taxe est conçue pour être équitable envers les personnes les plus défavorisées. Dans le cas présent, il se produit exactement le contraire. Nous savons tous que lorsque les coûts du chauffage d'un grand magasin augmentent dans une région du Canada où les hivers sont longs et rigoureux, le prix de tous les articles vendus dans ce magasin vont augmenter, de telle sorte que la taxe de sept pour cent ajoutée à un article équivaut en fait à une taxe de plus de sept pour cent sur ce même article là où les dépenses des commerces sont moins élevées. C'est une formule assez simple.

Bien que l'amendement dont nous sommes saisi traite surtout du mazout, il est à noter que le fait d'accroître considérablement le prix du mazout et de l'électricité risque d'avoir un effet d'entraînement qui serait dévastateur lorsque la conjoncture économique est bonne, mais qui serait destructeur en période de récession, comme c'est le cas actuellement, surtout dans le Nord. Il ne devrait pas être trop difficile de comprendre que certaines régions du Canada consomment davantage de mazout et d'électricité en raison du climat et des heures d'obscurité plus longues. La taxe aura pour effet d'accroître les dépenses des entreprises dans ces régions.

Je tiens à dire dès le départ que, en tant que sénateur du Yukon, mes observations montreront que les conséquences injustes et insensibles de la TPS de Mulroney se feront sentir dans de nombreuses autres provinces, comme Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, le Québec, le Manitoba et, en fait, toutes les provinces du Canada, puisque plus on s'éloigne des centres où les produits sont achetés, plus le pourcentage de la TPS est s'élève. Les sénateurs d'en face qui tiennent à tout prix à imposer cette taxe déplorable aux gens qu'ils sont censés représenter ne voient-ils pas l'injustice de la situation? Ne voyez-vous donc pas ce que vous faites aux gens que vous êtes censés représenter? Le sénateur Chaput-Rolland a dit hier soir qu'elle n'aimait pas du tout l'idée de taxer les livres, mais qu'elle allait voter contre l'amendement de toute façon, afin de se montrer loyale au premier ministre. Elle doit sûrement alléger la population du Québec qui va être durement touchée par ce projet de loi.

● (2040)

On comprend facilement que ça coûte plus cher de faire des affaires à Churchill, au Manitoba—ce n'est qu'un exemple—qu'à Winnipeg. Ce sont deux villes de la même province, mais ça coûte plus cher de rester en affaires dans l'une que dans l'autre.

Les gens du Nord acceptent cette réalité et sont prêts à payer davantage pour vivre là où ils sont. Faut-il en conclure qu'ils doivent payer plus de taxes parce qu'ils préfèrent habiter dans les régions nordiques de leur province ou de leur territoire? En fait, ne devrions-nous pas faire le contraire et encourager les Canadiens à s'établir dans les régions éloignées?

Ne croyez-vous pas qu'il est injuste que les citoyens du nord du Manitoba paient un pourcentage de taxe plus élevé sur un gallon de mazout que les habitants de Winnipeg?

J'aurais aimé que mon ami, le sénateur Everett soit ici—mais je porterai la question à son attention un autre jour. Quoi que vous disiez du sénateur Everett, il a toujours été équitable et ouvert et je pense qu'il a toujours été prêt à écouter un argument raisonnable. J'aimerais lui demander comment il peut expliquer que dans sa province—pour ne pas parler des Territoires du Nord-Ouest ou du Yukon—la population de Churchill sera pénalisée uniquement parce qu'elle vit à Churchill? C'est ce que fera la taxe. Plus les gens vivent loin de Toronto, plus ils seront pénalisés. Cela n'a aucun sens.

Avons-nous déjà oublié que nous avons affaire au même gouvernement incompétent qui avait promis un brise-glace et quelques sous-marins pour que nous puissions affirmer notre souveraineté dans le Nord? Il n'y a pas si longtemps de cela. Nous devons avoir un brise-glace et des sous-marins nucléaires pour affirmer notre souveraineté dans le Nord.

Les habitants du Nord disent depuis des années que si le gouvernement veut faire flotter le drapeau canadien dans le ciel de leur région, il lui faut amener des gens à s'y installer; il doit rendre la vie possible dans le Nord pour qu'il y ait là des gens pour faire flotter ce drapeau et le gouvernement n'aurait alors pas à prendre toutes ces autres mesures.

Il n'est pas nécessaire de rendre la vie facile dans le Nord. Il suffit d'être juste. Ce n'est pas trop demander.

Nous avons besoin de brise-glace dans le Nord, mais pour défaire les glaces, pas pour des questions de souveraineté.